Le futur confinement du changement climatique



[Source : theepochtimes.com]

[Photo : John Kerry, l'envoyé spécial du président des États-Unis pour le climat, prend la parole lors d'une conférence de presse à Séoul, en Corée du Sud, le 18 avril 2021. (Ambassade des États-Unis à Séoul via Getty Images)]

Par BILL TUFTS

On nous annonce déjà que le changement climatique risque d'amener une nouvelle crise sanitaire majeure. Comme l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a été si impitoyable sur la question du Covid-19, on pourrait envisager que, peut-être, on lui confiera la gestion de la question du climat.

La brigade d'élites mondialistes, soutenue pas le Forum économique mondial de Davos, les Nations unies et autres organisations du « wokisme » voient une belle occasion de créer la même hystérie et la même panique autour du changement climatique qu'autour du Covid-19.

L'une des sources d'inspiration de nombreux militants du climat est une importante baisse des émissions de dioxyde de carbone (CO2) qui a eu lieu lorsque le confinement du Covid-19 a été mis en place. Les alarmistes du changement climatique considèrent les émissions de CO2 comme un événement apocalyptique qui est en passe de détruire le monde au cours de la prochaine décennie. Ainsi, ils se sentent justifiés de prendre toutes les mesures possibles pour contrôler ce changement.

Cependant, la raison de la baisse des émissions à la suite du confinement du Covid-19 provient de l'énorme dévastation causée par l'arrêt de l'économie. Au Canada, la chute du PIB a été de 18 % seulement au cours des deux premiers mois du confinement au début de 2020.

Le Forum économique mondial a indiqué que le confinement avait entraîné une baisse des émissions mondiales estimée à 8 % en concluant que c'était un bon pas vers la réalisation des objectifs de l'accord de Paris sur le climat : *« Nous devons réaliser une telle baisse chaque année au cours des 15 prochaines années pour atteindre l'objectif de 1,5 °C fixé par l'accord de Paris. »*

Une partie de la dévastation économique créée par le confinement se manifestait en une importante réduction du déplacement par automobile et les transports publics. Comme les gens travaillaient à la maison et ne se rendaient pas au lieu habituel de leur travail, ils utilisaient beaucoup moins ces moyens de transport, ce qui a permis de réduire considérablement les émissions. Dans de grandes villes comme, par exemple, Calgary, les taux d'inoccupation des immeubles de bureaux dans les centres-villes étaient à des niveaux jamais vus depuis la Grande Dépression des années 1930.

Aujourd'hui, les alarmistes du changement climatique se dirigent vers une nouvelle conférence dans le cadre de l'accord de Paris – la COP26 qui se tiendra à Glasgow, en Écosse, à partir du 31 octobre. Elle réunira 30 000 personnes venues du monde entier – elles consommeront une quantité monstrueuse de carbone et émettront d'énormes quantités de CO2 pour s'y rendre. Les élites des gouvernements, de la finance et des sociétés mondialistes seront présentes pour expliquer que les personnes ne participant à leur conférence devront réduire considérablement leur utilisation de combustibles fossiles et leur consommation d'énergie. Ils diront au monde qu'il a besoin de réductions annuelles d'émissions, l'équivalent de ce que nous avons vu pendant le confinement du Covid-19.

Toutefois, il est intéressant de noter que les mesures prévues par l'accord de Paris ciblent surtout les pays occidentaux, tandis que la Chine – le principal pollueur mondial – pourra continuer d'accroître ses émissions et stimuler son développement en augmentant la production d'énergies fossiles bon marché jusqu'au moins 2030. Il est aussi intéressant de constater que les 30 000 personnes présentes à Glasgow seront exemptées des exigences prévues par le passeport vaccinal.

Certaines organisations climatiques nous proposent des stratégies et des tactiques qu'elles comparent à celles des temps de guerre. Comme dans une guerre, toutes les actions drastiques nécessaires pour gagner seront envisagées. Un bon nombre de ces recommandations ont déjà été formulées par le Forum économique mondial au cours des dernières années. Elles incluent, par exemple, l'arrêt de la consommation de viande, en affirmant que les flatulences des vaches détruisent le monde. Et les mesures qu'ils ont prises ont déjà fait grimper les prix des produits carnés dans certains pays.

Pour combattre le Covid-19, des lois accordant aux autorités des pouvoirs spéciaux similaires à ceux octroyés sous menace de guerre ont été mises en place dans de nombreux pays. Les croisés du changement climatique nous disent que nous avons besoin de mesures fortes et similaires à celles du Covid-19 pour mener une nouvelle guerre. Au Canada, l'ancienne Loi sur les mesures de guerre a déjà changé de nom pour devenir la Loi sur les mesures d'urgence et elle pourrait maintenant être renommée en la Loi sur les mesures relatives au changement climatique. Une telle loi permettra aux bureaucrates et aux grandes sociétés de mettre en place des mesures et des contrôles similaires à ceux que nous avons vus par rapport au Covid-19.

Michelle Stirling, directrice de la Friends of Science Society, a fait des

recherches sur certains projets de guerre contre le changement climatique qui comprennent des mesures telles que la limitation des rassemblements et des voyages. Nous avons déjà vu des cas de prêtres envoyés en prison pour avoir tenu des services religieux et la fermeture de nombreux lieux de travail, ce qui obligeait les employés à travailler à domicile. Le télétravail fait partie des projets : les employés restent chez eux et n'ont pas besoin d'utiliser les moyens de transport pour se rendre au bureau. Bien sûr, il y aura des couvre-feux pour les voitures limitant les heures d'utilisation ou le nombre de kilomètres que vous pourrez parcourir chaque mois. Pour ceux qui ne font pas partie de la classe privilégiée, les voyages aériens internationaux seront également limités. À cause de la pandémie du Covid, les voyages aériens internationaux ont chuté de 60 % en 2020. C'est une tendance que les guerriers du changement climatique voudraient bien maintenir.

Une version du passeport vaccinal pourrait être un nouvel outil dans la lutte contre le changement climatique. Utilisé dans ce but, il permettrait de suivre constamment la consommation d'énergie des citoyens du monde. Autre nouveauté : les pays développés envisagent de créer des monnaies numériques mondiales qui permettront de suivre les transactions des gens et de les mesurer en fonction de leur empreinte carbone. MasterCard a déjà contribué au développement d'une carte de crédit spéciale, appelée DO Black. Elle permet de gérer vos dépenses en tenant compte de leur impact sur les émissions de carbone. Lorsque votre limite personnelle est atteinte, le crédit se ferme pour toute autre transaction.

Lorsque la COP26 arrivera à sa fin, il sera intéressant de voir combien d'actions seront prises et recommandées par les élites lors de cette conférence. Bien entendu, en tant que généraux dans la guerre contre le changement climatique, elles seront exemptées de toute mesure imposée à la population. En tenant compte de ce qui se passe actuellement en Chine avec le crédit social – un système de surveillance totale des citoyens qui leur attribue des notes continuellement mises à jour selon leur « conduite » – les nouvelles règles proposées à la COP26 pourraient ressembler à un système de crédit social lié au changement climatique. Un rapport de la Deutsche Bank a déjà suggéré qu'une « éco-dictature » devrait être nécessaire pour mettre en application les mesures à prendre – probablement sous le contrôle strict des élites, des Nations unies et des politiciens « woke ».

Entretemps, les élites ont créé l'hystérie de masse et on nous dit que tout cela va se terminer dans une boule de feu apocalyptique de changement climatique…

[À propos de l'auteur]

Bill Tufts est un commentateur politique canadien. Il est le fondateur de Fair Pensions For All, un groupe de plaidoyer qui se concentre sur les questions de retraite et de rémunération dans le secteur public, et il est l'auteur du livre Pension Ponzi.